

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2011



**Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée**

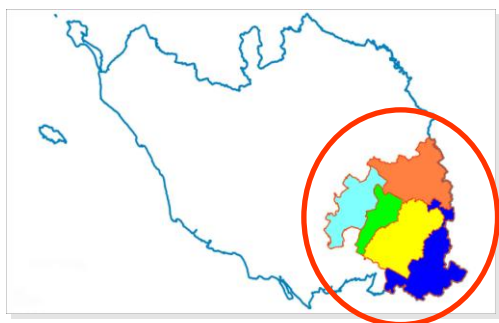
68, Boulevard des Champs Marots 85200 FONTENAY-LE-COMTE

Courriel : [smctusv@orange.fr](mailto:smctusv@orange.fr)

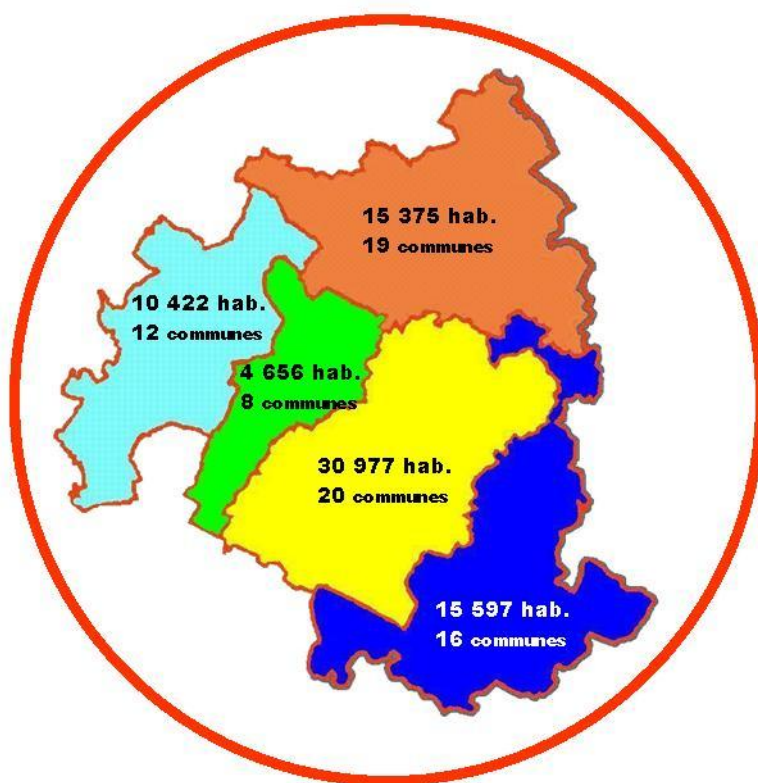
Téléphone : 09 63 63 37 41 Fax : 02 51 00 51 75

# LE TERRITOIRE

Le Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée est constitué de **cinq établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)**, soit **75 Communes**, environ **77 027 habitants** (RP 2009 – sources INSEE)



-  Communauté de Communes du Pays de Fontenay le Comte
-  Communauté de Communes Vendée-Sèvre-Autise
-  Communauté de Communes du Pays de la Châtaigneraie
-  Communauté de Communes du Pays de Sainte Hermine
-  Communauté de Communes du Pays de l'Hermenault



Sources INSEE

# LE COMITÉ SYNDICAL

Le Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée est administré par un Comité Syndical dont les Délégués sont désignés par le Conseil Communautaire des chacune des dites Communautés de Communes.

**Il est ainsi composé de 25 Délégués Titulaires et 25 Délégués Suppléants.**

## LE BUREAU

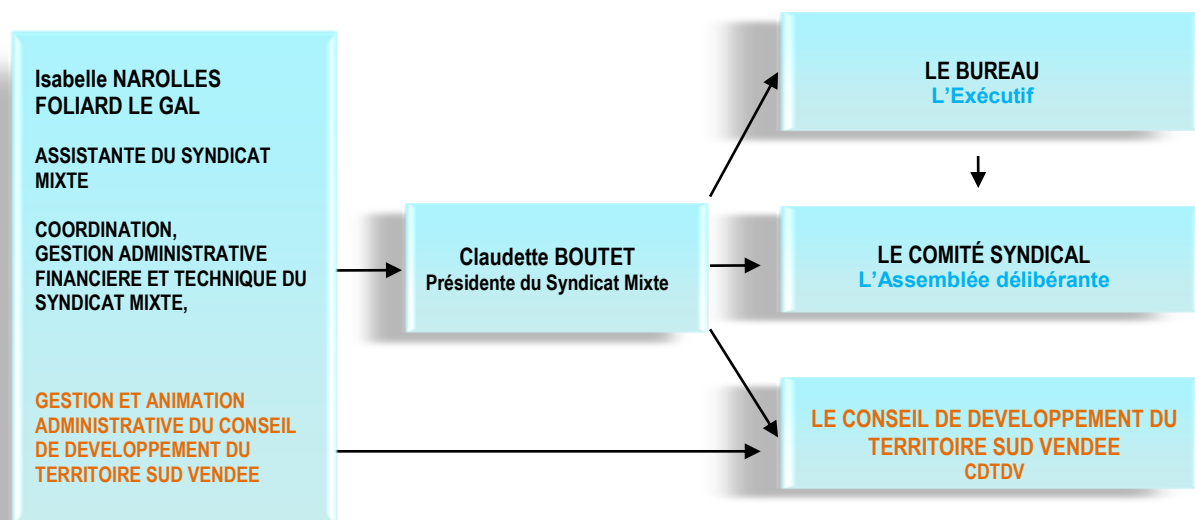
Le Comité Syndical délègue une partie des ses attributions au Président et au Bureau :

<b><u>Répartition des Sièges</u></b>	
<b>Communauté de Communes du Pays de Fontenay le Comte</b>	<b>4</b>
<b>Communauté de Communes Vendée – Sèvre – Autise</b>	<b>2</b>
<b>Communauté de Communes du Pays de la Châtaigneraie</b>	<b>2</b>
<b>Communauté de Communes du Pays de Sainte Hermine</b>	<b>1</b>
<b>Communauté de Communes du Pays de l'Hermenault</b>	<b>1</b>

<b>Présidente</b>
• <b>Claudette BOUTET</b> Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte
<b>Premier Vice-Président</b>
• <b>Hugues FOURAGE</b> Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte
<b>Deuxième Vice-Président</b>
• <b>Michel BOSSARD</b> Communauté de Communes Vendée-Sèvre-Autise
<b>Troisième Vice-Président</b>
• <b>Norbert BARBARIT</b> Communauté de Communes du Pays de Sainte Hermine
<b>Quatrième Vice-Président</b>
• <b>Eric RAMBAUD</b> Communauté de Communes du Pays de la Châtaigneraie
<b>Cinquième Vice-Président</b>
• <b>Anne-Marie COULON</b> Communauté de Communes du Pays de l'Hermenault
<b>Membre</b>
• <b>Michel TAPON</b> Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte
<b>Membre</b>
• <b>Joël GIRAUD</b> Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte
<b>Membre</b>
• <b>Daniel DAVID</b> Communauté de Communes Vendée-Sèvre-Autise
<b>Membre</b>
• <b>Philippe ROCHER</b> Communauté de Communes du Pays de la Châtaigneraie

# FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT MIXTE

## ORGANIGRAMME DE FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT



## MISSION DU SYNDICAT MIXTE POUR LE CONTRAT TERRITORIAL UNIQUE DU SUD VENDEE

Le Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée a la charge de créer les conditions d'une bonne réalisation du programme d'actions du Contrat Territorial Unique.

Il assure un rôle fédérateur, de coordinateur et de mise en cohérence des initiatives locales mais également d'animation en faveur du développement du territoire, mise en réseau et conseil.

Il est le relais privilégié de la Région des Pays de la Loire auprès des Maîtres d'Ouvrage des actions soutenues dans le cadre du Contrat Territorial Unique.

Il assure la gestion et le suivi du Contrat Territorial Unique. Il veille au bon avancement du programme d'actions, notamment par rapport aux objectifs énoncés dans la Charte de

Territoire. Il tient un bilan régulier et complet avant d'en piloter l'évaluation finale.

Il pilote la clôture du Contrat Territorial Unique et coordonne la production du rapport de solde et d'évaluation du programme d'actions.

Les Communautés de Communes et les Communes restent Maîtres d'Ouvrage des projets entrant dans leur domaine respectif de compétences.

Le Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée n'a pas vocation à être Maître d'Ouvrage d'investissement.

## LE SIEGE

Le Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée a son siège au :  
68 Boulevard des Champs Marots - 85200 Fontenay le Comte

## LES FINANCEMENTS

Chaque Communauté de Communes pourvoit aux dépenses de fonctionnement du Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée.

La participation des Collectivités est revue chaque année : 2011 : **0,43 €** par habitant soit **33 913.20 €**



# LE CONTRAT TERRITORIAL UNIQUE



# LE PROGRAMME D' ACTIONS 2010 – 2013

## QUELQUES REPERES

Ce Contrat a été approuvé par délibération du Comité Syndical du Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée le 10 septembre 2009.

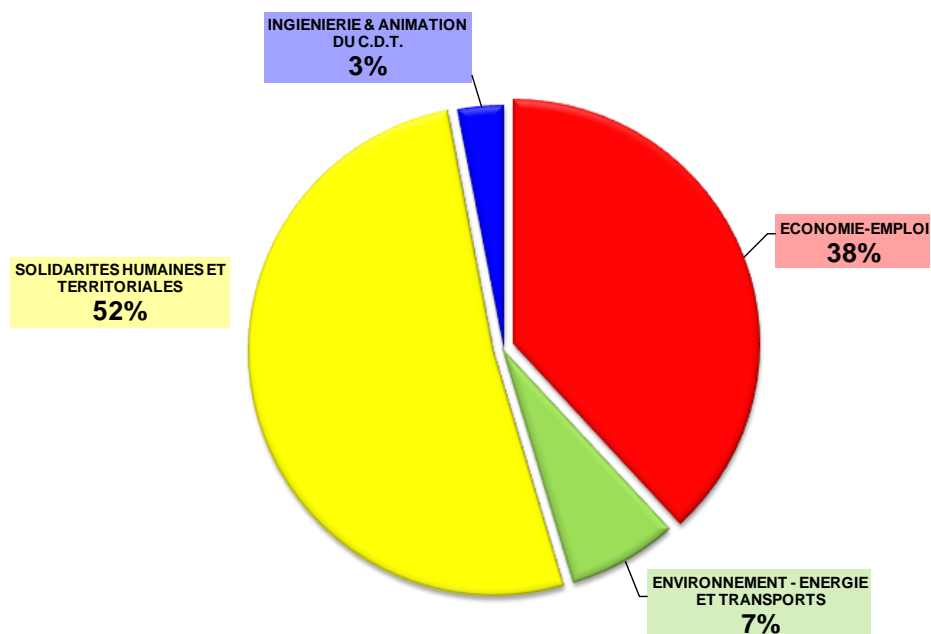
L'avis du Conseil de Développement du Territoire sur le projet a été rendu le 10 septembre 2009.

Il a fait l'objet d'une audition du territoire le 29 septembre 2009 auprès de la Région des Pays de la Loire puis approuvé par délibération en Commission Permanente du Conseil régional le 14 décembre 2009.

Le Contrat Territorial Unique 2010-2013 a été signé le 6 janvier 2010 et prend fin le 6 janvier 2013.

**La dotation de la Région pour le Contrat Territorial Unique 2010-2013 est de 6 132 000 €**

REPARTITION DE LA DOTATION C.T.U.



## PERSPECTIVE...

**Préparation du NCR (Nouveau Contrat Régional) 2013 - 2015**  
Le Nouveau Contrat Régional succèdera au Contrat Territorial Unique.

# L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIONS

N° action	Intitulé des actions	AVENANT	ETAT D'AVANCEMENT
27	Aménagement de locaux pour l'enseignement du chant et de la musique	MODIFIEE	EN COURS
34	<del>Rénovation d'une salle omnisports existante</del>	ANNULEE	
58	<b>Maison du tourisme et de l'emploi</b>	CREATION	EN COURS
<b>Communauté de Communes du Pays de L'Hermenault</b>			
23	Construction d'une déchetterie - Ste Gemme la Plaine		EN COURS
36	<del>Construction piste d'athlétisme Ste Gemme la Plaine</del>	ANNULEE	-
37	Action touristique sur le pôle de l'Engraisserie aménagement d'un "Pôle Nature"		EN COURS
43	Construction de locaux pour l'accueil de loisirs intercommunal		EN COURS
46	Acquisition de serres pour crédit bail Association "les amis de la solidarité"		SOLDEE
56	<b>Construction d'une antenne de l'accueil de loisirs Intercommunal à Ste Gemme la Plaine</b>	CREATION	EN COURS
<b>Communauté de Communes du Pays de Sainte Hermine</b>			
2	Création du lotissement d'activités Moulin Bertin Ouest		EN COURS
3	<del>Extension de la zone d'activités Fief du Quart à St Martin de Fraigneau</del>	ANNULEE	-
4	<del>Création de la zone d'activités commerciales des 3 canons</del>	ANNULEE	-
5	Création de la zone d'activités économiques du Pôle Sud-Vendée Innov Automobile	MODIFIEE	EN COURS
12	Construction (ou aménagement) d'un bâtiment relais		EN COURS
14	Construction d'un bâtiment relais destiné à recevoir l'antenne de l'Office de Tourisme - MERVENT	MODIFIEE	EN COURS
15	<del>Office de Tourisme de Pôle</del>	ANNULEE	-
17	Isolation et remplacement des chaudières actuelles par des chaudières basses températures pour l'école et la mairie - LE LANGON		EN COURS
18	<del>Economie d'énergie dans les bâtiments communaux - FOUSSAIS - PAYRE</del>	ANNULEE	-
19	Travaux d'économie d'énergie dans la salle polyvalente - ST MICHEL LE CLOUCQ		EN COURS
20	Réhabilitation d'un ancien bâtiment en Mairie : économies d'énergies - SERIGNE		SOLDEE
21	Création d'une cantine : travaux d'économie d'énergie - PETOSSE		EN COURS
24	Création d'un chemin piétonnier - PETOSSE		EN COURS
25	<del>Liaison douce Doix / Fontaines / Montreuil - DOIX</del>	ANNULEE	-
26	Création de sentiers pédestres - LONGEVES		EN COURS
30	Revalorisation de la base de loisirs Nautisme et Plein Air de Mervent	MODIFIEE	EN COURS
31	Création d'un sentier pédestre autour du marais communal - POIRE SUR VELLUIRE		EN COURS
32	Création d'une coulée verte - FOUSSAIS - PAYRE		EN COURS
38	Aménagement d'un centre de loisirs et périscolaire - FONTAINES	MODIFIEE	SOLDEE



39	<del>Création d'une micro-crèche - MONTREUIL</del>	<b>ANNULEE</b>	-
48	<del>Création d'une salle annexe associative - SERIGNE</del>	<b>ANNULEE</b>	-
49	Rénovation et extension de la salle polyvalente - CHAIX	<b>MODIFIEE</b>	<b>EN COURS</b>
50	Réhabilitation de la salle polyvalente - VOUVANT	<b>MODIFIEE</b>	<b>EN COURS</b>
51	Réhabilitation de la salle polyvalente - AUZAY	<b>MODIFIEE</b>	<b>EN COURS</b>
52	Extension, économies d'énergies, étude acoustique de la salle d'activités culturelles - L'ORBRIE	<b>MODIFIEE</b>	<b>EN COURS</b>
53	Place de Verdun - Phase 2 - FONTENAY-LE-COMTE		<b>EN COURS</b>
57	<b>Pôle d'Echange Multi-Usage - Ville de Fontenay le Comte</b>	<b>CREATION</b>	<b>SOLDEE</b>
61	<b>Réhabilitation du théâtre - Ville de Fontenay le Comte</b>	<b>CREATION</b>	<b>EN COURS</b>
<b>Communauté de Communes du Pays de Fontenay le Comte</b>			
6	Aménagement de la zone intercommunale des 4 routes		<b>SOLDEE</b>
7	Aménagement de la zone artisanale du Breuil Barret	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
8	Aménagement de la zone économique intercommunale du Pironnet II et IV	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
9	Aménagement de la zone économique intercommunale du Fief Tardy	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
10	Extension de la zone intercommunale de la Prée	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
13	Réhabilitation d'un bâtiment en chantiers d'insertion et locaux relais	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
16	Etude sur le foncier agricole	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
29	Acquisition d'un matériel de projection cinématographique		<b>EN COURS</b>
33	Réalisation d'un terrain synthétique avec vestiaires et éclairage	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
44	Audit petite enfance	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
47	Pôle santé	<b>MODIFIEE</b>	<b>SOLDEE</b>
<b>Communauté de Communes du Pays de la Châtaigneraie</b>			
11	Création d'une zone commerciale "Le moulin du Joug" à Benet	<b>MODIFIEE</b>	<b>EN COURS</b>
22	Construction d'un bâtiment pour l'accueil de l'Institut Supérieur de l'Ecobâtiment et des énergies renouvelables		<b>SOLDEE</b>
28	<del>Extension du Centre Minier de Faymoreau</del>	<b>ANNULEE</b>	-
35	<del>Revalorisation du site du Lac de Chassenon</del>	<b>ANNULEE</b>	-
40	Création d'un multi-accueil Petite Enfance à Benet	<b>MODIFIEE</b>	<b>EN COURS</b>
41	Création d'une micro crèche à Saint Hilaire des Loges	<b>MODIFIEE</b>	<b>EN COURS</b>
42	Création d'une micro crèche à Vix	<b>MODIFIEE</b>	<b>EN COURS</b>
59	<b>Création d'un Centre de Ressources à Oulmes</b>	<b>CREATION</b>	<b>EN COURS</b>
60	<b>Création d'un bâtiment relais à Nieul sur L'Autize</b>	<b>CREATION</b>	<b>EN COURS</b>
<b>Communauté de Communes Vendée - Sèvre -Autise</b>			
1	Viabilisation du Vendéopôle Sud Vendée		<b>EN COURS</b>
45	Réhabilitation d'un immeuble pour l'installation de la mission locale		<b>SOLDEE</b>
54	Animation du Conseil de Développement du Territoire		<b>EN COURS</b>
55	Fontionnement du Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée		<b>EN COURS</b>
<b>Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée</b>			
<b>MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE</b>		<b>6 132 000 €</b>	



# LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2011

11 MARS 2011

A l'invitation du Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée, Jean-Pierre le Scornet, Vice-président de la Région et Président de la commission aménagement du territoire- environnement est venu présenter les NCR (Nouveaux Contrats Régionaux) aux élus du territoire.



Région - Ouest-France : mardi 15 mars 2011

Les contrats territoriaux uniques (CTU) vont progressivement laisser place à une nouvelle génération de contrats.

Lancés en 2004, les Contrats Territoriaux Uniques (CTU) couvrent aujourd'hui la quasi-totalité des territoires des Pays de la Loire.

En six ans, la Région y a consacré 345 millions d'euros, qui ont généré environ 1,5 milliard d'investissements.

En initiant cette politique de contractualisation en 2004, la Région souhaitait encourager les investissements intercommunaux sur l'ensemble des territoires. Des modifications avaient déjà été apportées en 2007 pour améliorer le fonctionnement des CTU.

« **Aujourd'hui, nous voulons aller encore plus loin** », explique Jean-Pierre Le Scornet, vice-président de la région et président de la commission aménagement du territoire- environnement, venu présenter aux élus du sud-Vendée les grandes lignes des nouveaux contrats régionaux.

« **La Région souhaite s'appuyer sur le succès des CTU pour mener une réflexion plus globale avec les élus et ainsi apporter des réponses plus concrètes aux territoires.** »

Le vice-président de la Région a annoncé que le budget consacré aux nouveaux contrats sera le même que celui alloué aux CTU. Un fond régional d'étude stratégique sera également mis à la disposition des élus. La Région entend par ailleurs renforcer le rôle et la visibilité des conseils de développement, en créant une charte commune et en organisant une fédération régionale des conseils.

« **Ces nouveaux contrats feront l'objet d'une évaluation annuelle**, promet Jean-Pierre le Scornet. **Le but est d'inciter les élus à échanger davantage sur les enjeux de leur territoire.** »

**13 MAI 2011**

## **1ère REUNION DE L'ASSEMBLEE DES TERRITOIRES DES PAYS DE LA LOIRE**

**La Région a présenté ses nouveaux contrats régionaux et ses 3 projets de schémas de politiques publiques.**



Près de 300 acteurs locaux (élus, membres des conseils de développement, associations, organisations syndicales et consulaires, partenaires...) ont répondu présent à la 1ère réunion de l'Assemblée des territoires organisée ce vendredi 13 mai par la Région des Pays de la Loire. Ce nouvel espace d'échanges, de synthèse et de débats contribuera à la construction d'une vision croisée et cohérente des territoires et des politiques régionales et locales en lien avec le Conseil Economique Social Environnemental Régional. Au programme de cette journée : une présentation de la nouvelle politique territoriale contractuelle (votée fin juin 2011) qui lie la Région avec les territoires et des 3 projets de Schémas régionaux de politiques publiques « Economie et emploi durables », « Jeunesses », et « Formations, santé, social et territoires » qui seront discutés par l'Assemblée régionale en séance plénière le 27 juin prochain, avant une adoption définitive à l'automne prochain.

Nouveaux contrats régionaux, la Région maintient son effort sur les territoires avec 300 M€

La première compétence territoriale est celle des élus locaux. C'est avec eux et pour les Ligériens que la Région accompagne les projets et les démarches des territoires » rappelle Jacques Auxiette, président du Conseil régional des Pays de la Loire.

Dans un contexte en pleine évolution, dans lequel la Région des Pays de la Loire va faire face à des mutations profondes sur les plans économiques, social, environnemental et démographique (+ 900 000 habitants et un tiers de seniors de plus de 60 ans, d'ici 2040), il apparaît nécessaire

d'apporter des réponses de proximité aux défis posés avec des nouvelles politiques au plus près des territoires pour à la fois répondre aux besoins émergents et anticiper les mutations.

De nouveaux équipements et des nouvelles actions doivent accompagner ces évolutions au cœur des différents bassins de vie.

Initiée en 2004, la précédente politique contractuelle régionale engagée avec les CTU a permis de couvrir plus de 99% de la population et des territoires ligériens. De 2004 à 2010, elle a permis de soutenir près de 2 800 actions sur les territoires.

Forte de ce bilan positif, la nouvelle politique territoriale s'inscrit dans la poursuite des progrès engagés par les CTU avec une dimension stratégique renforcée :

- Un périmètre de réflexion rénové pour les Nouveaux Contrats Régionaux qui s'élaboreront majoritairement au niveau des SCOT (décline le projet d'aménagement et de développement durable d'un territoire)
- La création d'un Fonds Régional d'Etudes Stratégiques (FRES) pour accompagner les territoires dans leurs mutations.

Le rôle des Conseils de développement dans l'élaboration des contrats est renforcé avec à terme la volonté régionale de structurer un véritable réseau des Conseil de développement en Pays de la Loire.

Une enveloppe totale de 300 M€ qui devrait permettre près d'1,5 MD € d'investissements est prévue. « Cette nouvelle politique contractuelle s'appuie sur une véritable culture de la responsabilité territoriale » précise Jean-Pierre Le Scornet Vice-président du Conseil régional des Pays de la Loire.

Une nouvelle génération de schémas régionaux pour 2011-2016

Afin de mieux faire face aux évolutions du contexte économique et social, la Région des Pays de la Loire s'est également engagée dans une révision de ses politiques publiques structurantes, par l'élaboration de trois nouveaux schémas : schéma de l'Economie et de l'Emploi Durables, Schéma des Jeunesses, Schéma Formations, Santé, Social et territoire.

Celle-ci s'est faite notamment en concertation avec les élus et les acteurs locaux pour penser et aménager les territoires ensemble et pour répondre à des priorités politiques régionales : l'économie, l'emploi, la formation, les solidarités humaines et territoriales, les mobilités et l'environnement ... Toutes ces thématiques trouveront au sein de ses nouveaux contrats leur concrétisation au plus près des ligériens.



### Assemblée des territoires

Lieu de rencontre, d'échange, de synthèse et de débats de manière à poser une vision croisée et cohérente des territoires et des politiques régionales et locales au regard des intérêts partagés par tous les acteurs en terme d'aménagement du territoire ligérien. Se réunit tous les ans.

### Composition

- représentants régionaux (élus régionaux),
- CESER (Président et membres de la commission référente sur cette thématique),
- partenaires institutionnels locaux et les représentants de la société civile : Départements, Territoires de contractualisation (EPCI), Conseils de développement dont nous voulons développer le rôle, notamment dans le cadre de la nouvelle politique contractuelle, consulaires régionaux, Parcs Naturels Régionaux, UNESCO,
- autres partenaires : organisations syndicales, associations environnementales, structures porteuses de SCOT, URCAUE, ADEME, ARS, CAF....



### Trois Schémas régionaux

- Schéma Régional de l'Economie et de l'Emploi Durables : 500 acteurs (13 ateliers réunis à 3 reprises)
- Schéma Régional des Jeunes : 200 acteurs (5 ateliers-13 réunions) + 400 jeunes sur les départements

- Schéma régional Formations, Santé, Social et Territoires : 200 personnes (6 ateliers -14 réunions).

Les 3 schémas affirment la capacité de la Région à porter une stratégie régionale à partir de projets structurants et s'articulent autour de grands principes communs :

- La dimension territoriale avec une réponse adaptée aux particularités des territoires
- L'égalité des droits et la lutte contre les discriminations
- Le soutien à l'innovation et à la recherche
- Le pilotage partagé et la concertation dans la durée avec une Conférence des acteurs et des usagers et un travail à construire en inter-collectivités.
- l'ouverture et l'attractivité internationale du territoire.
- Le développement durable

Ils seront adoptés par l'assemblée régionale fin juin 2011.

### Nouveaux contrats régionaux

- Plus de 300 M€ à l'horizon 2016 pour les Nouveaux Contrats Régionaux.
- 50 périmètres de contractualisation qui demeurent avec une réflexion stratégique élargie à l'échelle des périmètres de SCOT
- Pour répondre à des priorités politiques régionales : l'économie, l'emploi, la formation ; les solidarités humaines et territoriales ; les mobilités et l'environnement
- La création d'un Fonds Régional d'Etudes Stratégiques (FRES) pour accompagner les territoires dans leurs mutations.
- Une culture de la responsabilité territoriale avec un rôle renforcé des Conseils de développement.



# LES TRAVAUX 2011 DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE SUD VENDEE

## LE BLOG DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE SUD VENDEE

Depuis sa création le 1<sup>er</sup> avril 2010, le Blog contribue à mieux communiquer avec les Citoyens et les Elus :

5 723 visites  
16 117 pages vues  
MAI 2011 : 1130 pages vues (mois record)

<http://conseildeveloppementduterritoiresudvendee.over-blog.com>

## GROUPE DE TRAVAIL : PROBLEME DE L'EAU

### Mars 2011

#### Carrière de la Joletière : lettre ouverte - Mervent

Ouest - France : mardi 22 mars 2011

Jacques Metais, président du conseil de développement du territoire Sud-Vendée a écrit une lettre ouverte qu'il a adressée au sous-préfet, au président du conseil général, au président de Vendée Eau et de la communauté de communes de La Châtaigneraie, à la société Kléber-Moreau qui exploite la carrière ainsi qu'aux présidents des communautés de communes du Pays de Fontenay-le-Comte, Sainte-Hermine, Vendée-Sèvre-Autise et L'Hermenault.

Dans l'optique de la journée consacrée au développement durable, prévue le 9 avril sur la commune, le conseil de développement donne son avis sur l'avenir, toujours incertain, de la carrière de la Joletière. Le conseil estime d'abord « **satisfaisant** » de vider la carrière de ses pneus et d'en faire une réserve d'eau. « **La suppression de ce qui a été enfoui est une garantie pour la station d'eau potable proche et donc un plus en matière de santé publique** », écrit Jacques Metais.

Il ajoute que « **la solution d'un enfouissement est à bannir pour les pneus qui peuvent être recyclés. Pour les autres matières [...] s'il doit y avoir enfouissement, cela ne peut se faire sans l'assurance d'une dépollution rigoureuse.** »

Concernant la mise en eau, Jacques Metais souhaite « **faire une réserve pour sécuriser l'alimentation en eau potable** ». Enfin, le président du conseil de développement considère qu'il y a « **urgence** » en raison des eaux de ruissellement et espère que « **ces considérations soient non seulement entendues mais rapidement suivies d'effets** ».

### Novembre 2011

#### Extrait de la fiche « Débattons en Pays Sud Vendée »

#### L'abandon du barrage de l'Auzance, la pollution du forage du « gros noyer 1 », des besoins croissants de consommation ... quelles bonnes questions concernant la ressource en eau ?

Notre groupe de travail a choisi d'organiser cette seconde fiche « Débattons en Pays Sud Vendée » sur une série de questions concernant notre ressource en eau.

Les termes généraux de ce questionnement sont simples :

- une ressource qui provient à 90% des eaux de surface ; ce qui crée de fortes vulnérabilités quantitatives et qualitatives (pollutions),
- des besoins domestiques et agricoles importants et en croissance, avec une situation de tension très sensible en période estivale, que les derniers mois n'ont pas démentie,
- des leviers d'intervention multiples, certes, mais qui exigent de vrais débats et arbitrages locaux, de même que de réelles évolutions de pratiques dans notre rapport à l'eau et dans notre consommation.

Le **débat public sur cette question ne nous semble pas aujourd'hui à la mesure des enjeux**. Nous aimerions contribuer à le susciter et, humblement, à le nourrir de nos questionnements.

## GROUPE DE TRAVAIL : GESTION DES DECHETS

Avril 2011

*Extrait de la fiche « Débattons en Pays Sud Vendée »*

### **L'enlèvement des ordures ménagères : vers une redevance plus juste et incitative ?**

Cette fiche est la seconde contribution formelle de notre groupe de travail sur les déchets.

Puisque les questions de coût, rendement, rentabilité sont de plus en plus dominantes, les citoyens que nous sommes ne veulent plus faire l'impasse sur le mode de facturation qui les affecte en matières de déchets.

La Taxe d'Ordures Ménagères est injuste par sa nature fiscale (même base que la taxe foncière: foncier bâti), totalement étrangère à la quantité de déchets collectés.

On parle de plus en plus de REDEVANCE INCITATIVE visant à encourager le citoyen à réduire ses déchets et donc à limiter leur quantité dès la source d'où l'idée de mesurer les déchets résiduels déposés dans la poubelle, ou bien de compter le nombre de passages, de levages...

La redevance, si elle est incitative, permet aussi de diminuer les coûts. Le citoyen va payer un coût fixe structurel (comme un abonnement) + un coût proportionnel modulé par les quantités de déchets déposés. Mais il existe des modulations plus justes que d'autres !

## GROUPE DE TRAVAIL : TOURISME

Mai 2011

*Extrait de la fiche « Débattons en Pays Sud Vendée »*

### **La promotion de la randonnée ... développer et mieux mailler les itinéraires en sud Vendée.**

Cette fiche est la 1ère du groupe de travail relative au tourisme.

Dans une période de crise où les budgets évoluent, où les objectifs et les façons de voyager changent, cette démarche vise à :

- interpeller les décideurs sur les enjeux importants que représente l'activité touristique, comme moteur économique mais aussi comme contribution à l'attractivité de notre territoire,
- à mobiliser et à susciter le débat auprès des différents intervenants ; qu'ils soient acteurs du tourisme, agriculteurs ou autres. Nous en avons déjà rencontrés beaucoup. Nous les en remercions.

Nous souhaitons constituer une base d'informations et de propositions susceptibles d'alimenter les réflexions et les initiatives.

**Mai 2011** Ouest-France : vendredi 29 avril 2011

**Mobilisation contre la désertification médicale**

Alors que le Plan régional de santé 2011-2015 est actuellement en élaboration, le conseil de développement a engagé une réflexion pour un projet de santé à l'échelle du sud Vendée.

**Pourquoi ? Comment ?**

Pourquoi une telle initiative de la part du conseil de développement ?

Le conseil de développement du territoire doit donner un avis sur les contrats passés entre les collectivités et la Région. La santé fait partie des domaines concernés, au même titre que la gestion des déchets ou encore les transports.

Le Contrat territorial unique (CTU) du sud Vendée devrait s'achever fin 2012. « **Dans un contexte général de diminution des moyens, nous craignons une concentration des ressources au niveau des agglomérations importantes. Il nous semble donc primordial de travailler à l'élaboration d'un projet territorial de santé dans le sud-Vendée** », explique Jacques Métais, président du conseil de développement.

**Quelle réorganisation ?**

Les Agences régionales de santé (ARS), créées en 2009, ont pour mission la mise en oeuvre d'un Projet régional de santé (PRS) 2011-2015, qui doit réorganiser l'offre de soins dans les territoires.

« **L'ARS est en train de mettre en place ses schémas territoriaux et le sud Vendée semble de nouveau délaissé** », déplore Jean-Noël Naud, responsable du groupe de travail « Santé ». D'où la vigilance accrue du conseil de développement, qui compte bien maintenir la pression sur l'ARS des Pays de Loire.

**Comment travaille le conseil ?**

Une première réunion s'est tenue le 6 avril dernier, en présence de 12 professionnels de santé. « **Ils sont conscients de l'importance de préserver une offre de soins et de santé de qualité dans le sud Vendée et veulent agir, mais ils se trouvent souvent isolés**, poursuit Jean-Noël Naud. **Le conseil est à leur écoute et tente de les fédérer pour mieux les aider.** »

**Quelles solutions possibles ?**

Parmi les pistes évoquées, le conseil de développement insiste sur l'importance d'une coordination intercommunautaire, ainsi que d'une réflexion globale sur la question de l'accessibilité (maisons médicales avec des postes avancés par exemple). Des partenariats avec Niort et La Rochelle sont aussi évoqués.

Pour faire venir de nouveaux professionnels, le conseil compte sur les élus. « **Rendre le territoire attractif fait partie de leur travail** », souligne Jacques Métais. Le conseil propose d'accompagner l'installation des professionnels, d'encourager les cabinets multi-spécialistes et lance l'idée d'une maison médicale universitaire.

« **C'est un tout**, résume Jean-Noël Naud. **Il faut mener une réflexion d'ensemble pour permettre une complémentarité entre le pôle santé de Fontenay et les médecins de campagne. Mais rien ne se fera sans une véritable volonté politique.** »

Charles DUBRÉ.

Avril 2011

*Extrait de la fiche « Débattons en Pays Sud Vendée »*

**Préserver une offre de soins et de santé de qualité en Sud Vendée : enjeu majeur et l'exigence d'une forte mobilisation**

Les enjeux liés aux questions de santé sont éminemment sensibles.

Ils relèvent tout à la fois d'approches très personnelles et intimes et de **problématiques collectives d'intérêt général**. Pour ces dernières, on peut évoquer l'organisation des soins bien sûr, mais aussi tout ce qui contribue à la santé publique ... la qualité de l'eau, de l'air, de notre alimentation, de nos modes de vie, de notre éducation ... autant d'éléments qui sont abordés dans **un projet politique et stratégique de territoire**.

Notre propos dans le cadre de cette fiche est de mettre en avant que la qualité d'une offre de soin et de santé, bien au-delà d'être un « service » pour les habitants est **un facteur d'attractivité et de développement territorial**.

Il n'y a pas de **territoire « gagnant »** sans une offre de santé performante.

Travailler sur cette question à l'échelle du Sud Vendée nous semble être une exigence et nécessite un fort volontarisme politique. De réels partenariats doivent se renforcer entre professionnels et collectivités, sur un projet global de soin et de santé.

Octobre 2011

*Extrait de la fiche « Débattons en Pays Sud Vendée »*

**Promouvoir une offre de santé performante en Sud Vendée : regards sur quelques projets emblématiques**

Cette fiche « Débattons en Pays Sud Vendée » intervient 6 mois seulement après la première, qui mettait en avant **l'exigence d'une forte mobilisation** autour de l'enjeu de santé sur notre territoire.

Entre-temps, nous avons poursuivi nos contacts et nous avons tenté de contribuer à **l'émergence d'un dialogue et d'une synergie entre les différents acteurs** sur ce chantier.

Notre propos est, aujourd'hui, **de valoriser et de mettre en débat plusieurs projets**, qui nous paraissent opportuns mais qui doivent être approfondis et peut-être mieux coordonnés.

Nous les évoquons succinctement dans cette fiche, de même que nous nous permettons d'exprimer quelques questionnements généraux les concernant.

Nous proposerons par ailleurs de débattre de ces éléments dans le cadre de trois « soirées thématiques du CDTSV »

... avec pour seul objectif de promouvoir un développement équilibré de notre territoire.

## Les "LES SOIRÉES DU CDTSV"

*Extrait de la fiche « Débattons en Pays Sud Vendée »*

**Bilan des soirées du CDTSV Promouvoir une offre de santé... LE BILAN**

Nous avons organisé ces trois « soirées du CDTSV » en prolongement d'un important travail de concertation, essentiellement mené sur le second semestre 2011.

Il s'agissait de soumettre au débat quelques constats concernant l'évolution de l'offre de soins en Sud Vendée mais, surtout, **de faire un point sur les principaux projets qui visent à conforter l'offre médicale locale** et à favoriser l'accueil de nouveaux patriciens, généralistes et spécialistes.

Impliquant au total 70 personnes, élus du territoire et professionnels de santé notamment, ces débats ont été riches. Les préoccupations que nous avons relayées sont clairement partagées et nous constatons que les diverses initiatives qui se multiplient pour y apporter des éléments de réponses **exigent probablement une plus grande coordination au sein du Pays**.





Jacques Métais, président du Conseil de développement du territoire, souhaite développer les projets à l'échelle du Sud-Vendée. Le Conseil de développement du territoire prépare le prochain contrat régional, liant les communautés de communes au conseil régional. Jacques Métais, son président, fait le point.

#### **Entretien**

**Quel est le rôle du Conseil de développement du territoire en Sud-Vendée ?**

Le Conseil de développement du territoire (CDT) est un outil de démocratie participative. Nous avons un rôle de consultation pour les projets soutenus par le Conseil régional dans le cadre du contrat territorial unique, qui deviendra bientôt le contrat régional. Nous travaillons sur les cinq communautés de communes du Sud-Vendée : Pays de La Châtaigneraie, de Fontenay-le-Comte, de L'Hermenault, de Sainte-Hermine et Vendée-Sèvre-Autise. Aujourd'hui, nous réfléchissons aux projets qui pourraient être repris lors du prochain Contrat régional, d'ici un à deux ans.

#### **Quelles sont les principales préoccupations sur le territoire ?**

Nous travaillons surtout sur les enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Parmi eux, la santé est une préoccupation majeure. Nous souhaitons préserver l'offre de soin sur le territoire. Pour cela, il nous faut renforcer son attractivité et attirer de jeunes médecins. Sans eux, impossible d'assurer la pérennité des services. Or, cette nouvelle génération ne souhaite pas travailler dans les mêmes conditions que ses prédécesseurs. Le CDT réfléchit donc à des solutions pour les généralistes et les spécialistes.

#### **Autre domaine de réflexion, l'hébergement d'urgence...**

Oui, il y a un manque cruel de lieux d'accueil d'urgence pour les personnes dépendantes, âgées ou handicapées, qui restent à domicile grâce à leurs proches. Lorsqu'une personne dépendante est mise en situation de détresse par un empêchement soudain de son aidant, il y a très peu de solutions, surtout si cela arrive le soir ou pendant le week-end.

#### **Que peut faire le Conseil du développement face à ces problématiques ?**

Nous faisons d'abord un travail d'audit et d'enquête. Ensuite, nous pouvons être force de propositions. Pour l'hébergement d'urgence, par exemple, nous pensons qu'une solution peut être envisagée avec les maisons de retraites. De manière générale, nous essayons d'orienter les élus vers une réflexion plus globale, à l'échelle du territoire, ce qui n'est pas toujours évident.

#### **Pourquoi ?**

La principale difficulté c'est l'esprit de clocher, encore trop fort chez les élus et leurs administrés. En général, les gens connaissent mal l'intercommunalité. Ils ne se sentent pas suffisamment concernés. C'est pourtant à cette échelle que les décisions les plus importantes se prennent. Le CDT permet aux citoyens de prendre la parole et participer aux prises de décisions. Tous sont donc invités à nous rejoindre pour réfléchir à l'avenir du Sud-Vendée.

## **Santé et logement d'urgence : des débats**

**Le conseil de développement du territoire s'intéresse au logement d'urgence et à l'offre de santé en Sud-Vendée. Et organise des réunions ouvertes à tous.**

Les groupes de travail habitat et personnes âgées du conseil de développement du territoire se sont penchés depuis plusieurs mois sur les besoins d'urgence en logement liés à l'isolement, au handicap et au vieillissement de la population. « **Que devient, dans un couple, la personne handicapée dont le conjoint valide est hospitalisé ?** » se demande à titre d'exemple, Jacques Métais, le président du conseil de développement.

Afin de répondre à cette question du logement en cas d'urgence, le conseil a envoyé un questionnaire à des centres communaux d'action sociale, des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, des centres d'aide à domicile en milieu rural, des hôpitaux, des instituts médico-éducatifs ou encore à des centres locaux d'information et de coordination pour personnes âgées. Sur 174 envois dans les structures des cinq communautés de communes du Sud-Vendée, 60 questionnaires ont été remplis. Il s'avère que 70 % des répondants sont concernés par ce type de question liée à l'hébergement d'urgence de la personne handicapée ou très âgée dont l'aidant ne peut plus assurer son rôle.

« **Il serait intéressant de trouver une solution de logement temporaire pour ces personnes** », poursuit Jacques Métais. Et organiser un logement d'accueil qui fonctionne à l'année dans chaque canton. « **Nous ne lançons que des pistes, nous sommes une sorte de laboratoire d'idées mais nous sommes aussi là pour déclencher le débat avec les élus.** »



Territoire attractif

Autre préoccupation du conseil de développement du territoire, la promotion d'une offre de santé « **performante** » pour éviter la désertification médicale. Et le conseil a quelques idées dans ce domaine. « **Nous pourrions faire en sorte que des étudiants en médecine générale, qui doivent faire un stage en quatrième année, puissent venir en Sud-Vendée, travailler en immersion avec des médecins libéraux** », imagine Gilles Brémand, animateur du groupe gestion des déchets et formation-emploi au conseil.

Pour le conseil de développement, la clé de l'installation de médecins est à chercher dans « **l'attractivité du territoire. Nous sommes un territoire attractif par le prix modéré des logements, une fiscalité non écrasante et la proximité de villes comme Niort et La Rochelle et de la mer.** Mais, modère Gilles Brémand, **il faut mettre en place des efforts plus conséquents pour faire connaître le Sud-Vendée. Pour donner envie aux jeunes médecins de s'y installer.** »

**Réunions d'information sur le logement d'urgence.** Ce mardi de 16 h à 18 h au foyer rural de Xanton, pour la communauté de communes Vendée-Sèvre-Autise ; mardi 13 décembre de 16 h à 18 h à la salle polyvalente de Saint-Valérien pour la communauté de communes du Pays de L'Hermenault ; mardi 17 janvier de 16 h à 18 h à la maison de Pays de La Châtaigneraie pour la communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie.

**Réunions sur l'offre de santé en Sud-Vendée.** Mardi 29 novembre, à 20 h, à la maison de Pays de Fontenay-le-Comte, pour la communauté de communes du Pays de Fontenay ; jeudi 1<sup>er</sup> décembre, à 20 h, à la maison de Pays de La Châtaigneraie, pour la communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie ; mardi 6 décembre à 20 h, salle du lavoir à Sainte-Hermine pour la communauté de communes du Pays de Sainte-Hermine.

Sophie CAPELLE

**Trouver des réponses à la désertification médicale - Sainte-Hermine**



« Promouvoir une offre de santé performante en Sud-Vendée » : tel était le thème de la soirée du Comité de développement du territoire (CDT), animée par Jacques Métais, son président, à la salle du Lavoir, ce mardi soir.

Une assistance nombreuse, parmi laquelle une bonne représentation des professionnels de santé locaux, participait à cette réunion.

Après avoir précisé ce qu'était le CDT, regroupant cinq communautés de communes (Fontenay, Sèvre-Autize, Sainte-Hermine, L'Hermenault, La Châtaigneraie), Jacques Métais a brièvement évoqué la désertification médicale en marche et ses causes.

Le CDT a examiné trois types de projets intéressants qui se construisent : la création d'une maison médicale universitaire de garde, la

création d'un cabinet multispécialiste sur le site de la clinique Sud-Vendée, la création de maisons médicales pluridisciplinaires. Chacun de ces projets a fait l'objet de commentaires de la part du CDT.

Joseph Martin, maire, s'est dit convaincu « de la nécessité de passer par ce genre de projets, ce qui suppose une convergence entre professionnels et élus. »

À partir de là, de nombreuses questions ont été abordées en ce qui concerne le plan local : quel territoire concerné ? Qui finance quoi ? Quelle gouvernance ? Comment concilier intérêts privés et collectifs ? Implantation de cabinets satellites ? Comment convaincre tous les élus de la nécessité vitale d'un tel projet ?

Autant de questions qui passent par une étude des besoins et des réalités y compris géographiques de la situation actuelle et ne se résument pas à la construction d'un bâtiment, si l'on veut obtenir des aides pour cette réalisation.

**GROUPE DE TRAVAIL : HABITAT / PERSONNES AGEES**

**Mai 2011**

*Extrait de la fiche « Débattons en Pays Sud Vendée »*

**La gestion des situations d'urgence : le nécessaire développement de l'offre de logements temporaires et l'organisation d'une information réactive et accessible**

Cette fiche de travail est commune aux groupes « habitat » et « personnes âgées ».

Nos premières réflexions ont en effet convergé sur la **notion de l'urgence** :

L'urgence liée à la problématique du logement adapté aux personnes à mobilité réduite et plus largement aux handicaps ...

L'urgence liée aux prestations de services à destination des personnes âgées confrontées à un isolement soudain (défaillance de l'aidant par exemple)

Comment apporter **des réponses réactives et appropriées** quant l'urgence intervient : l'accueil d'une personne en détresse, une solution digne en matière de logement temporaire et adapté... tout cela nécessite une anticipation, une organisation des acteurs et des outils d'informations accessibles à tous.

C'est le sens de nos suggestions ; elles se nourrissent largement de la contribution d'une soixantaine d'acteurs locaux mobilisés dans le cadre d'un questionnaire.

# Les "LES SOIRÉES DU CDTSV"

*Extrait de la fiche « Débattons en Pays Sud Vendée »*

## **Bilan des soirées du CDTSV "la gestion des situations d'urgence"**

Ces trois « soirées du CDTSV » avaient pour objectif de **restituer et de mettre en débat les résultats de l'enquête** que nous avons engagée au printemps 2011. Au total, elles auront réunies environ 30 personnes, élus du territoire et professionnels de l'action sociale. Qu'ils soient tous remercier de leur présence et de leur implication. Ces débats nous permettent aujourd'hui d'affiner certaines de nos propositions :



- l'enjeu **de l'information et de la coordination** est réaffirmé avec force. Beaucoup de choses existent mais sont méconnues, y compris par les acteurs de l'action sociale ! Il convient de travailler sur **l'explicitation et sur l'accessibilité de ces offres**, particulièrement en situation d'urgence

- l'enjeu **du besoin en logement** paraît à nuancer davantage. D'une part, il nous faudra mieux préciser les concepts d'urgence et de temporaire. Par ailleurs, il semble nécessaire, en préalable, de diagnostiquer l'offre actuelle, plus développée qu'il n'y paraît, semble-t-il. Enfin, au-delà du logement, il apparaît important de travailler sur **les services à domicile**, y compris en situation d'urgence, situation dans lesquelles ils sont peut-être plus appropriés.

*Cette note de bilan a été réalisée par les groupes de travail « personnes âgées » et « habitat » du CDTSV, animés respectivement par Fernand Noyer et Jean-Yves Belaud et accompagnés par Daniele Cottreau.*



**Juillet 2011**

**ASSEMBLEE PLENIERE le MARDI 5 JUILLET 2011 à VIX**



Présentation et mise en débat des travaux du CDTSV aux Membres du Comité Syndical du Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée et Elus du territoire des cinq Communautés de Communes.

**Zoom sur trois thématiques :**

- **SANTÉ** : Préserver une offre de soins et de santé de qualité en Sud Vendée : un enjeu majeur et l'existence d'une forte mobilisation,
- **HABITAT – PERSONNE ÂGÉES** : la gestion des situations d'urgences : le nécessaire développement de l'offre de logements temporaires et l'organisation d'une information réactive et accessible,
- **TOURISME** : la promotion de la randonnée...développer et mieux mailler les itinéraires en Sud Vendée.

Cette réunion vise à présenter et à mettre en débat :

- les travaux engagés par le CDTSV au cours du premier semestre 2011
- les perspectives de travail pour les prochains mois

**Deux problématiques «transversales», sur lesquelles le CDTSV souhaite travailler dans les prochains mois**

Deux thèmes transversaux sont évoqués. Ils seront investis par le CDTSV à partir de la rentrée. Ils ne sont pas mis en débat lors de cette assemblée plénière, faute de temps, ... mais le seront prochainement, peut-être dans le cadre de réunions spécifiques.

**La promotion de partenariats interrégionaux**

**Implication à venir du CDTSV sur cette question**

- Prise de contacts et engagement d'un dialogue avec les instances participatives :
  - o Au sein de ces espaces : Conseils de Développement du Pays d'Aunis, des agglomérations de Niort et de La Rochelle
  - o Au sein des deux régions : Conseil Economique, Social et Environnemental (C.E.S.E.R)

## **PERSPECTIVE...**

Les aires urbaines de Fontenay-le-Comte, La Rochelle, Niort et Rochefort se rejoignent aujourd'hui et forment **un vaste espace métropolitain interrégional**.

Au sein de cet espace, **les enjeux partagés sont multiples** : gestion des déplacements, marché de l'emploi, stratégie économique, diffusions urbaines, rayonnement des équipements et services, gestion des espaces naturels (dont l'emblématique marais poitevin), ...

Or, **ces enjeux semblent aujourd'hui peu pris en compte à cette échelle**, à la défaveur d'une partition institutionnelle qui scinde ce territoire en deux Régions, 3 Départements et environ 20 EPCI de proximité.

Un séminaire « exploratoire » visera **à mettre en débat cette situation territoriale et de gouvernance**. L'objectif induit est d'évaluer l'opportunité et la faisabilité de nouveaux partenariats pour mieux appréhender les interactions de fait au sein de cet espace.

**Le Conseil de Développement du Territoire Sud Vendée organisera un séminaire de réflexion en NOVEMBRE 2012 à FONTENAY-LE-COMTE**

# FINANCES

## COMPTE DE GESTION 2011

Le Compte de Gestion relate la totalité des opérations réalisées sur l'exercice 2011.  
Ce Compte de Gestion présente les résultats suivants :

	<b>RESULTAT</b> <b>CLÔTURE DE L'EXERCICE 2011</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	1494.08 €
<b>FONCTIONNEMENT</b>	67 114.95 €
<b>TOTAL</b>	<b>68 609.03 €</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2011

Le Compte Administratif 2011 du Syndicat Mixte pour le Contrat Territorial Unique du Sud Vendée présente les résultats suivants :

	<b>RÉALISÉ</b>
DÉPENSES 2011	65 704.07 €
RECETTES 2011	132 819.02 €
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011</b>	<b>67 114.95 €</b>
<b>RÉSULTAT REPORTÉ 2010</b>	<b>5 103.17 €</b>
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE</b>	<b>72 218.12 €</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION</b>	<b>1 494.08 €</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION REPORTE</b>	<b>191.22 €</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION CUMULE</b>	<b>1 685.30 €</b>
<b>RESTE A RÉALISER</b>	<b>0</b>
<b>RESERVES R1068 EN INVESTISSEMENT</b>	<b>0</b>
<b>REPORT EN FONCTIONNEMENT 2012 R002</b>	<b>72 218.12 €</b>

